

1^{er} mai, 5 mai, 22 mai 2018 : 3 dates pour converger et gagner sur nos revendications !



Plus d'un quart des collègues du Ministère en grève le 22 mars dernier, 300 000 manifestants convergeant dans tout le pays le 19 avril. Des secteurs toujours plus nombreux qui, des cheminot/es aux hospitalier/es, des services de la justice aux électricien/nes, en passant par les étudiant/es et le personnel des universités rejoignent la mobilisation.

Face à la propagande antisyndicale et anti mouvement social du gouvernement, la réalité est toute autre : dans la jeunesse, dans le public comme dans le privé la mobilisation s'enracine.

Macron et son gouvernement imposent un modèle ultra libéral en offrant par exemple 200 milliards d'exonérations de cotisations pour les entreprises alors que celles du CAC 40 dégagent 94 milliards d'euros de profits en 2017 ! C'est dans la poche des services publics et des fonctionnaires qu'il préfère se servir (170 millions pour le jour de carence, 1,5 milliards pour le « plan des départs volontaires » prévu dans le cadre du projet Action publique 2022).

Face ce recul social de plusieurs décennies nous revendiquons un service public de qualité, nous portons nos propositions sur l'emploi, les salaires, les garanties collectives... autour de la plateforme intersyndicale du Ministère du travail :

- ★ retrait du plan « Action publique 2022 »
- ★ dégel de du point d'indice, rattrapage des pertes subies, abrogation du jour de carence et de la hausse de la CSG
- ★ arrêt des suppressions de postes, recrutement statutaire pour pourvoir les postes vacants et supprimés
- ★ arrêt des suppressions de sections d'inspection du travail, retrait du projet « 3MO »
- ★ arrêt des transferts de postes opérationnels vers l'encadrement, le pilotage et l'évaluation
- ★ maintien de services de renseignements, gratuits, de proximité avec accueil physique, non au numéro unique
- ★ maintien de tous les sites et de toutes les missions dans les unités départementales, aucune fermeture de services dans les anciennes capitales régionales ;
- ★ titularisation des contractuel/es

Pour un 1^{er} mai de convergence sociale et syndicale !

Dans ce contexte -renforcé en interne à nos services par une répression syndicale sans précédente- nous appelons l'ensemble des collègues à se saisir de la journée de lutte du 1^{er} mai et à participer massivement aux rassemblements unitaires interprofessionnels dans chaque ville.

Le 5 mai : on fait sa fête à Macron (et à Pénicaud)

Et parce que nous aussi nous ne voulons pas laisser Macron et son gouvernement souffler seuls leur première bougie à l'Élysée nous appelons à faire sa « fête à Macron » le 5 mai prochain en participant à la mobilisation citoyenne à Paris (rdv 12h00 au Louvre pour un pique-nique/concert et 14h00 à Opéra pour manifester).

Le 22 mai : grève dans toute la fonction publique !

Dans le Ministère, aux suppressions de postes (-239 en 2018), au rétablissement du jour de carence, à la poursuite du gel du point d'indice, la ministre ajoute le mépris (suite à la rencontre du 26 mars avec son directeur de cabinet) en annonçant de nouvelles pertes de missions, donnant une fin de non-recevoir à la revendication d'un plan de transformation de tous les CT en IT et en assumant un ratio ridiculement bas de promotion ainsi que le refus d'un plan de transformation d'emploi pour les agent/es de catégories C.

Face à ces attaques seule notre capacité à agir collectivement, par la grève et la mobilisation, permettra de construire un rapport de force qui fera reculer le gouvernement et la ministre Pénicaud. Le 22 mai, construisons, sur la base d'Assemblées Générales dans chaque service, une grève massive dans le Ministère !